



Institut de développement de l'économie sociale

## DOSSIER DE PRESSE

« 25<sup>e</sup> anniversaire de l'IDES »

8 décembre 2008

### SOMMAIRE

- **Communiqué :**  
*« Un nouveau président à l'IDES et à la Holding ESFIN SA »*
  
- **Programme du colloque**  
*L'Economie sociale, une alternative à la financiarisation de l'économie*
  
- *Editorial de Hugues Sibille nouveau Président* p. 2
  
- *Panorama général de l'économie sociale* p.3
  
- **Focus sur L'IDES** page 4 à 10
  - *Naissance et missions* p. 4
  - *Gouvernance et investissements* p. 5
  - *De l'IDES à la holding ESFIN SA* p. 6
  - *L'IDES en actions* p. 7-8
  - *L'IDES à l'international* p. 9

Contact presse Groupe ESFIN IDES : Janine Euzet Attachée de presse

Tel : 06 86 95 30 30 et 01 4.3 28 41 63

[janine.euzet-attacheedepresse@orange.fr](mailto:janine.euzet-attacheedepresse@orange.fr)

site IDES : [esfin-ides.fr](http://esfin-ides.fr)

## EDITORIAL DU NOUVEAU PRESIDENT DU GROUPE ESFIN-IDES

Le Groupe ESFIN-IDES m'a porté à sa présidence lors de son Conseil d'Administration du 13 novembre 2008. J'en suis honoré. Je voudrais en premier lieu rendre hommage à François Soulage, qui pendant un quart de siècle a présidé aux destinées de l'IDES puis de la holding ESFIN avec succès. Nos trajectoires se suivent et se ressemblent beaucoup... Hommes d'entreprises, nous croyons tous les deux depuis longtemps qu'en économie de marché il existe de nombreuses façons d'entreprendre : les sociétés de personnes y ont toute leur place, encore insuffisamment reconnue.

En prenant cette présidence, mon objectif sera bien entendu de poursuivre les missions de l'IDES, mais aussi de redéployer le rôle et l'action innovante du groupe ESFIN-IDES avec le soutien des banques de l'économie sociale, de la Caisse des Dépôts, des mutuelles et des coopératives, ses actionnaires et partenaires de toujours.

La crise financière prolongée de la crise économique dans laquelle nous entrons nous oblige tous à trouver de nouvelles solutions, à promouvoir d'autres façons de faire de la finance, à permettre le développement d'entreprises qui n'obéissent pas qu'à la logique du capital. En ce sens, l'économie sociale est d'une urgente actualité. Le Groupe ESFIN-IDES contribuera à la mise en place de solutions utiles et justes.

Nos objectifs qui devraient s'inscrire dans un projet « ESFIN-IDES 2015 » seront multiples.

Renforcer les secteurs porteurs de l'économie sociale en accentuant la reprise d'entreprises à forme coopérative et participative et d'entreprises innovantes dans les services, les énergies renouvelables, les NTIC...

Appuyer les entreprises affinitaires, qui constituent une « Economie sociale sans rivage », en favorisant l'émergence d'un nouvel entrepreneuriat social et le développement d'entreprises moyennes socialement responsables, telles que celles rassemblées dans le Réseau Entreprendre, le CJD...

Réussir la gestion du Fonds d'investissement solidaire qui vient d'être confié à ESFIN par la Région Ile de France et élargir cette expérience au niveau des territoires.

Et enfin, poursuivre l'édification d'une économie sociale européenne en amplifiant les contributions de l'IDES via Coopest, Soficatra, Sicoop, ~~et d'autres encore...~~

Le monde a besoin aujourd'hui d'une économie sociale sans rivage. Et l'économie sociale a besoin d'un Institut de développement ambitieux, pragmatique, aux moyens d'intervention solides et durables.

Travaillons ensemble.

Hugues Sibille  
Président du Groupe Esfin-Ides

## L'économie sociale... Plus que jamais tendance

Dans la première moitié du XXe siècle : Chrétiens, libéraux, socialistes, patronat social et syndicats se rejoignent sur la nécessité de créer un modèle économique positif pour combler les carences du système économique en vigueur et les insuffisances de l'action publique. Coopératives, mutuelles et associations se multiplient et inventent une économie *sociale* : centrée sur l'homme et ses besoins, plutôt que sur le capital et sa rémunération. Il faut attendre les années 1970 pour que l'économie sociale acquière une dimension politique avec la création du Comité national de liaison des activités Mutualistes coopératives et associatives. En 1981 un acte fondateur, à l'initiative de Michel Rocard, va sceller la reconnaissance de l'économie sociale avec la création par décret de la Délégation interministérielle à l'économie sociale, puis en 1983 des outils nécessaires à son développement : le titre participatif et enfin l'IDES. 2008 : l'obsession du capital et de sa rémunération fournit une preuve éclatante de sa nocivité en déclenchant une crise mondiale. Si le chiffrage de cette crise est la grande inconnue, on sait déjà que ses conséquences économiques et sociales seront désastreuses. D'où l'intérêt de soutenir et de réfléchir à nouveau à ce modèle économique « social » qui a fait ses preuves malgré un environnement idéologique qui ne lui était pas favorable.

### Un poids économique majeur

L'économie sociale en France représente plus de deux millions de salariés travaillant dans 800 000 entreprises du secteur qui à elles seules, créent plus de 10% du Produit Intérieur Brut. Elles gèrent 90% des services à la personne, 60% des complémentaires santé, 60% des dépôts bancaires, 53% des assurances automobiles, 30% de l'agroalimentaire, 25% de la distribution. En Europe, elles génèrent plus de 5% du PIB et de l'emploi. Un européen sur trois adhère à l'une d'elle (205 millions de personnes). Les 300 principales coopératives et mutuelles mondiales cumulaient en 2004 un chiffre d'affaires de 963 milliards de dollars (755 milliards €), très près du PNB 2004 du Canada : 979 milliards de dollars.

### Trois grandes familles en France

Les entreprises de l'économie sociale se répartissent entre trois grandes familles.

**Les coopératives** associent les moyens et les hommes dans une gestion commune des richesses et des ressources. Très présentes dans l'agriculture, la banque, et la distribution.

**Les mutuelles**, animées par une philosophie de solidarité, interviennent principalement dans le secteur de l'assurance. Leur offre en matière de protection santé complémentaire et d'assurance des biens et des personnes occupe une place essentielle en France.

**Les associations** apportent au quotidien des solutions à de nombreux et divers besoins de société. Leurs champs d'action vont du secteur sanitaire et social (hôpitaux, aide à domicile, aide sociale) au tourisme social en passant par la culture, le sport, la formation, l'insertion...

### Des principes communs

Les entreprises de l'économie sociale partagent un socle de principes commun qui donnent la priorité à l'homme et non au capital. Socle officialisé par la *Charte de l'économie sociale*.

**Liberté d'adhésion** : l'adhésion à une entreprise de l'économie sociale est pleinement volontaire.

**Non lucrativité individuelle** : les bénéfices dégagés par l'entreprise sont réinvestis dans... l'entreprise. Il n'y a pas de recherche de profits personnels.

**Solidarité** : les membres de l'entreprise ont un objectif commun. Pour l'atteindre, ils mutualisent leurs ressources.

**Démocratie** : quelle que soit l'importance d'une entreprise, le principe « une personne, une voix » demeure.

**Indépendance vis à vis de pouvoirs publics** : le pouvoir de décision appartient aux membres de l'entreprise. Aucun organisme extérieur, même public, ne peut en prendre le contrôle.

**L'intérêt collectif avant l'intérêt particulier** : Une entreprise de l'économie sociale remplit une mission au service de tous et non d'un seul.



## Focus sur l'IDES Institut de développement de l'économie sociale

### 1983 : naissance

L'Institut de Développement de l'Économie Sociale (IDES) sous forme juridique de société anonyme est créé le 10 mars 1983 par les institutionnels de l'économie sociale (mutuelles et banques coopératives) qui désirent investir une partie de leurs réserves financières pour financer indirectement d'autres entreprises du secteur. C'est la première société de capital-risque dédiée à l'économie sociale. L'Institut a pour vocation de soutenir les entreprises et les initiatives qui mettent l'homme au centre de leurs préoccupations. L'Etat, les banques de l'économie sociale, les grandes mutuelles et fédérations coopératives ont constitué son capital initial : (8 millions €)

### Les missions

#### *Statutairement l'IDES a 3 missions financières*

- Appuyer les entreprises de l'économie sociale en leur apportant des fonds propres, sous forme de titres participatifs ou d'obligations convertibles en actions.
- Remplir, à la demande de l'État, diverses missions d'intérêt public propres à favoriser le développement du secteur de l'économie sociale et à ouvrir de nouveaux marchés à ses entreprises.
- Garantir des prêts en gérant des fonds qui lui sont confiés par l'Etat.

*Enfin plus généralement l'IDES accompagne le développement* de l'économie sociale en élargissant ses champs d'action pour satisfaire l'évolution des besoins de la société, avec une stratégie d'ouverture nationale et internationale.

### Les instruments financiers de l'IDES

#### **Le titre participatif**

Le titre participatif est l'instrument privilégié de l'IDES. Institué par la loi du 3 janvier 1983, il permet de doter en fonds propres les groupements de personnes (coopératives, mutuelles, institutions de prévoyance et sous conditions les associations). il ne donne aucun droit de vote, n'entraîne pas de modification de la structure du capital, et respecte le principe « un homme, une voix ».

**L'Obligation convertible en actions (OC)** pour financer les filiales SA des coopératives,

D'autres outils permettent à l'IDES de répondre à des problématiques précises :

**Les prêts subordonnés remboursables pour les mutuelles et les associations ; ainsi que les titres associatifs, obligations associatives et comptes courants.**

### Capital de l'IDES

Le capital est marqué par des augmentations successives depuis 1983.

En 2008 il est **29 591 000 €**, réparti entre la holding ESFIN (33 %), l'État (26 %), les grandes banques du secteur coopératif (20%), la Caisse des Dépôts (13 %), les mutuelles (7%) et autres : 1 %

## La gouvernance de l'IDES

### Le Conseil d'Administration de l'IDES

Composition : 15 administrateurs, 5 censeurs.

**Il est présidé par Hugues Sibille depuis le 13 novembre 2008**

**Les administrateurs : Hugues Sibille, Président / L'État au titre du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi (3) / la Caisse des dépôts (2) / ESFIN / le Crédit Coopératif / la Caisse Centrale du Crédit Mutuel / la Confédération générale des SCOP / Natexis Private Equity / l'U.N.I.O.P.S / la Confédération de la Coopération de la Mutualité du Crédit Maritime / la Fédération Nationale de la Mutualité Française / la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne.**

### Le Comité d'investissement

**Composé de représentants de :** Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi/Caisse des dépôts/\_SIFA/CNCE/ ESFIN/ MAIF/ MATMUT/ MACIF

**ESFIN Gestion** - GIE chargé de la gestion des participations de l'IDES et de ESFIN Participation.

## Les investissements de l'IDES

### 25 ans d'investissements

En 25 ans d'activité en faveur de l'économie sociale, l'IDES a investi 50 600 000 € dans 364 entreprises.

Au 31 décembre 2007, il est investi dans 97 entreprises pour une valeur nette de 19 019 000 euros. De plus, avec ses partenaires (SOFICATRA et SPOT), il est engagé à hauteur de 3 800 000 € dans une douzaine d'interventions.

### Dans tous les secteurs

L'industrie est le secteur le plus fortement financé par l'IDES, en nombre d'entreprises et sommes investies. Elle représente 30% des encours, suivie par les entreprises œuvrant dans les services (plus de 25% des encours), viennent ensuite la distribution (24%) le BTP (17%) et l'agroalimentaire (4%). L'IDES intervient également dans de nouveaux champs d'action tels que l'environnement, le commerce équitable, la distribution bio, l'insertion, les services de proximité, les technologies de l'information... Cinq des entreprises actuellement financées par l'IDES sont des entreprises d'insertion.

### Analyse des investissements

Les Scop représentent la majorité des entreprises financées par l'IDES ; cette proportion tend à décroître au profit d'autres secteurs coopératifs dont certains ont des besoins en financement supérieurs aux Scop, (coopératives de commerçants détaillants, coopératives artisanales, SCIC).

#### Répartition des entreprises financées



#### Répartition des investissements selon la forme juridique des entreprises



#### Nature des opérations financées



## DE L'IDES A LA HOLDING ESFIN SA

### Augmenter la voilure

*Les actions de l'IDES ont ouvert rapidement de larges perspectives de développement. La Caisse Centrale de Crédit Coopératif, la Confédération générale des Scop et les mutuelles, décident alors d'intensifier et de diversifier ces actions et créent en 1990 la holding ESFIN SA, L'IDES devient alors filiale de la Holding. D'autres entités sont successivement créées avec pour certaines un champ d'action précis dans l'économie sociale  
La holding ESFIN SA constitue un véritable réseau de sociétés de financement en fonds propres. Elle est également présidée depuis le 13 novembre 2008 par Hugues Sibille.*

### La Holding ESFIN et ses filiales en 2008

**IDES (1983)** Société de capital-risque dédiée aux entreprises de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations...). Qui elle-même a deux filiales :

\* **COOPEST (2005)**

Société d'investissement de l'économie sociale en Europe Centrale et de l'Est.

\* **SOFINEI (2005)**

Société de financement des entreprises d'insertion, agréée « Entreprise Solidaire ». Elle permet de donner aux entreprises d'insertion des moyens pour leur consolidation et leur développement.

**ESFIN PARTICIPATIONS (1990)**

Société de capital-risque dédiée aux PME non cotées.

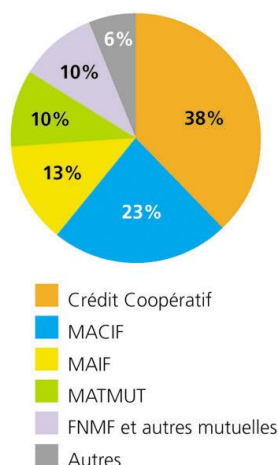
**SPOT (1988)**

Société de financement spécialisée dans la création de nouvelles coopératives de production. SPOT cofinance certains projets avec l'IDES.

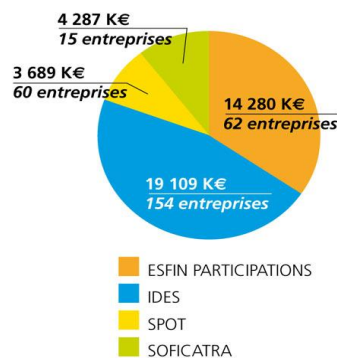
**SOFICATRA (1993)**

Société européenne (SA de droit belge) basée à Bruxelles, création commune d'investisseurs italiens, belges, portugais, espagnols et français. Elle finance toute entreprise coopérative ou participative ayant des projets de développement à l'échelle européenne.

**Capital de la holding ESFIN SA en 2008 : 38 280 000 €**



**Participations détenues dans les entreprises au 31/12/2007 par les différentes filiales Montant en K€ et nombre d'entreprises**



Total des participations détenues dans les entreprises : 41 355 K€  
Total des entreprises concernées par les interventions du Groupe ESFIN SA : 291  
**En 25 ans, le Groupe ESFIN SA a investi 100 700 K€ dans 545 entreprises**

## L'IDES EN ACTIONS

L'IDES mène ses actions de financement seul ou en collaboration avec ESFIN et ses filiales, voire avec des partenaires extérieurs. Plusieurs solutions pour une seule et même problématique : soutenir des entreprises qui apportent des solutions humaines et efficaces aux besoins générés par une société en constante mutation. **Exemples d'actions en France pour...**

- *Soutenir la création d'entreprises d'insertion*

### **SOFINEI**

Créée en 2005, la SOFINEI finance des entreprises d'insertion adhérant au CNEI.(Comité national des entreprises d'insertion) L'IDES a été à l'origine de sa création et a participé à son financement avec le CNEI et le Crédit Coopératif. Pour sa première année d'opération, SOFINEI agréée « Entreprise Solidaire » a financé 9 entreprises d'insertion aux profils très divers pour un montant total de 415 000 euros. L'IDES est membre du Conseil de surveillance.

- *Développer les services de proximité*

### **Chèque domicile**

L'IDES et le groupe Chèque Déjeuner créent en 1996 le chèque domicile (devenu CESU). Rapidement, l'IDES fédère de nombreux partenaires (mutuelles, syndicats, banques...) autour de ce projet centré sur les emplois de proximité générés par les particuliers. L'IDES préside le Conseil de surveillance.

### **DOMATEL**

Dès 1998 l'IDES s'est préoccupé d'aider les associations d'aide à la personne à améliorer leurs outils de gestion : plannings des intervenants, gestion de leur personnel et de leur comptabilité. Un cahier des charges a été établi avec la Caisse des dépôts et UNASSAD (Union nationale des associations de soins et services à domicile). Créée en 2000, la société DOMATEL a répondu aux attentes, en développant un outil performant de télégestion. L'IDES l'a financée en compagnie de la BFM (Banque Fédérale Mutualiste) et de Chèque Déjeuner. En 2007, DOMATEL enregistre une moyenne de 51 000 appels/jour.

### **Qualidom**

En 1995, l'IDES préside à la création de Qualidom. Via un central téléphonique, elle devient la plateforme d'un réseau de 125 associations, œuvrant à faciliter les échanges entre les particuliers, les professionnels des services à la personne et les associations d'aide à domicile. Les associations membres signent une charte de qualité. L'IDES avec QUALIDOM a précédé les plateformes mises en place par le plan Borloo

### **La Caisse Solidaire du Nord-Pas-de-Calais**

En 1997 l'IDES participe à la création de la Caisse Solidaire du Nord-Pas-de-Calais, avec le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais et le Crédit Coopératif. Cette caisse délivre des crédits à la création et au développement d'entreprises dont les promoteurs se trouvent de fait exclus des circuits financiers classiques. Elle a levé près de 7 millions d'euros de dépôts auprès de personnes physiques et morales de la région ; financé plus de 1000 projets ; aidé à la création de plus de 500 entreprises, pour un montant global de 19 millions d'euros de crédit.

- *Développer le commerce équitable*

### **Max Havelaar**

2003 : le label de commerce équitable Max Havelaar est lancé. En France, les produits qu'il labellise sont vendus dans la plupart des grandes surfaces. Ils bénéficient à 168 organisations de producteurs et travailleurs réparties dans 44 pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. 2007 : le label nécessite des investissements conséquents pour accompagner sa montée en puissance ; l'IDES le soutient avec un prêt participatif de 100 000 €.

## BIOCOOP

Le premier réseau de magasins Bio en France s'est développé à partir de 1986 à l'initiative de coopératives partageant les mêmes objectifs qualitatifs de production et de développement commercial des produits alimentaires biologiques. A partir de 2002 la croissance du groupe nécessite une réorganisation juridique et structurelle. BIOCOOP devient société anonyme coopérative. L'IDES intervient à ce moment charnière en 2003 en souscrivant 800 000 € de titres participatifs. Depuis la croissance du réseau s'accélère le chiffre d'affaires a doublé passant de 152 millions à 372 millions en 2007., et le nombre de magasins de 219 à 320 .

## Ethiquable

Créée en 2004, la Scop Ethiquable est un acteur incontournable du commerce équitable en grande distribution. Forte d'un chiffre d'affaires de 4 000 000 € et de 26 salariés, elle désire à la fois renforcer sa structure financière et développer de nouvelles filières d'importation. L'IDES était le partenaire indiqué : Il a souscrit 150 000 € de titres participatifs dans cette structure à sa création.

## Café Michel

L'ancien département du groupe LOBODIS spécialisé dans les produits bio et équitables, la transformation et le négoce du café vert a été repris en Scop en 2007 par Michel Gelis son créateur et ses salariés. Café Michel a bénéficié d'une intervention de l'IDES en titres participatifs pour un montant de 100 000 €, Il réalise un chiffre d'affaires de 1 800 000 €.

- *Développer la SCIC – Société coopérative d'intérêt général*

L'IDES a réfléchi, avec la Confédération générale des Scop, à la création d'un nouveau type d'entreprise associative, plus entrepreneurial et donc mieux adapté à son environnement économique. Cette réflexion a abouti à la création, par une loi de 2001, de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif. La SCIC a pour objet « la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif qui présentent un caractère d'utilité sociale. » Ouverte aux partenariats public-privé, elle perpétue les principes intangibles de l'économie sociale, à savoir la démocratie et la non lucrativité. *Exemples de SCIC financées par l'IDES...*

## ADULLACT

Créée en 2002, l'ADULLACT entend libérer les pouvoirs publics du coût des licences qu'ils doivent régulièrement payer aux éditeurs de logiciels privés en développant des logiciels libres. En 6 ans, plus de cent collectivités territoriales, administrations publiques et centres hospitaliers adhèrent au projet. A l'occasion de sa transformation en SCIC en 2005., l'IDES a souscrit 125 000 € de titres participatifs.

## WEBSOURD

Association à sa création en 2003, transformée en SCIC depuis, Websourd tient un site Internet permettant aux personnes sourdes d'avoir accès à de nombreux services. Elle salarie 12 personnes, son chiffre d'affaires est de 560 000 €. L'IDES a souscrit 180 000 € de prêts participatifs afin de conforter sa structure financière et de permettre le lancement d'actions commerciales.

- *Financer des UES Union d'économie sociale*

### Flandre Ateliers

Cette UES créée en 1991 est devenue la plus importante entreprise de travail adapté (ETA) du Nord de la France. Elle emploie 265 personnes dont 220 sont handicapées. Son développement repose sur le renforcement de son activité courrier créée en 2006 en partenariat avec France Telecom. Sollicité avec plusieurs autres établissements dont FINORPA, L'IDES a apporté 150 000 € au financement de ce programme de développement ( 1 100 000 €)

- *Aider à la modernisation des maisons de retraite*

### Maisons de retraite non lucratives

Avec l'UNIOPSS, 5 URIOPSS, le Crédit Coopératif et la Mutualité Française, l'IDES a créé et aidé au financement d'un « pôle national de coopération » qui permet de mettre en commun des moyens techniques et des expertises pour favoriser la consolidation, la reprise et le développement d'institutions de retraite sans but lucratif confrontées à des problèmes de rénovation, mise aux normes et formation médicale des personnels.

- *Encourager le financement des entreprises solidaires par l'épargne salariale*

L'IDES fait partie du réseau FINANSOL qui réunit tous les acteurs gérant des produits d'épargne ainsi que des circuits financiers solidaires. L'IDES s'est beaucoup impliqué pour promouvoir l'épargne solidaire. La loi Fabius

**en 2001 permet de créer un nouveau dispositif d'épargne salariale destinée à être investie dans les entreprises solidaires.**

## L'IDES À L'INTERNATIONAL

*L'IDES partage ses valeurs de solidarité avec l'Europe et le monde.*

*Aux initiatives susceptibles de faire avancer la place des entreprises de l'économie sociale dans l'environnement économique mondial, il ajoute de multiples collaborations et échanges avec divers organismes européens.*

### SOFICATRA

Créée en juillet 1993 avec l'appui de la Commission européenne, cette société anonyme de droit belge est la première société européenne de capital-risque de l'économie sociale. Sept pays européens en sont actionnaires : France, Belgique, Italie, Portugal, Pays-Bas, Espagne, Allemagne... L'IDES est aujourd'hui son actionnaire principal, détenant 46% de son capital. SOFICATRA est l'intermédiaire agréé par la Commission européenne dans le cadre du programme JEV (Joint European Venture) qui a pour mission d'encourager les PME des différents pays de l'union européenne à conclure des partenariats entre elles. Ses modes d'intervention sont multiples : Obligations Convertibles, souscriptions de titres participatifs, prêts à long terme... Enfin, elle gère le Fonds belge pour le financement de l'économie sociale et durable (Budget 75 000 000 €). SOFICATRA est un partenaire essentiel pour l'action de l'IDES qui en assure la vice présidence.

### COOPEST

Fondée en 2005 à Bruxelles, COOPEST, Société anonyme d'investissement de droit belge, a pour mission d'apporter des supports financiers long terme aux coopératives, mutuelles, associations, fondations et entreprises sociale de pays d'Europe centrale et orientale nouvellement entrés dans l'Union Européenne, à condition qu'elles portent un projet socialement responsable et économiquement rentable. Ses actionnaires sont pour la France, l'IDES et la MACIF ; SEFEA et CFI pour l'Italie, BISE pour la Pologne ; SOFICATRA pour la Belgique. Les investissements s'échelonnent entre 500 000 € et 2 000 000 €, ils financent des projets d'économie sociale. L'IDES préside COOPEST.

### SCE

Le statut de Société Coopérative Européenne (SCE) est l'aboutissement d'une entreprise de longue haleine qui débute dans les années 1970. Ses initiateurs veulent provoquer, au niveau européen, la reconnaissance de l'entreprise coopérative comme alternative à la toute puissante Société Anonyme. Dès 1983, l'IDES s'implique activement dans ce projet. Après de multiples étapes, les textes sont adoptés par le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union. Le statut finit par entrer en vigueur en 2006 et s'impose à tous les pays membres de l'UE. Désormais, les 27 États membres accueillent sans discrimination toute coopérative qui le désire : les frontières sont tombées. L'économie sociale a gagné une bataille importante.

### SICOOP un IDES catalan

Il est naturel que l'IDES capital risquer dédié aux entreprises de l'économie sociale encourage les créations d'organismes ayant les mêmes finalités en Europe. L'IDES a participé avec le Crédit Coopératif à la création en Catalogne d'une société d'investissements en fonds propres pour les coopératives. En 2007 un accord fut signé pour créer SICOOP Société d'investissement dans les projets coopératifs de croissance dont le siège est à Barcelone. Comme l'IDES, cette société de capital risque dédie son action aux entreprises de l'économie sociale. Le premier tour de table a permis de mobiliser 15 500 000 € répartis entre les entités ICF Holding, CLADE, Caixa Catalunya, Caixa Manresa, Caixa Sabadell, la Generalitat de Catalunya, et enfin le Crédit Coopératif . La participation du Crédit Coopératif s'est élevée à 2 500 000 €, dont 1 000 000 € apportés par l'IDES. SICOOP investira dans des projets de développement et de création d'entreprises de tous secteurs, à l'exception de la finance et de l'immobilier, sous forme de prêts participatifs dans les coopératives et de capital ou prêts participatifs dans les sociétés commerciales. Les critères d'emploi, de développement du territoire et de responsabilité sociale sont déterminants pour déclencher des prises de participation. L'IDES est administrateur.

\*\*\*\*\*